

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
POUR L'AMENAGEMENT DE LA ZONE « ILBARRITZ MOURISCOT »**

SIEGE : HOTEL DE VILLE DE BIARRITZ (64200)

TELEPHONE : 05.59.41.59.41

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SÉANCE DU 10 FEVRIER 2025

Le Conseil d'Administration du SIAZIM s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bidart, Place Sauveur-Atchoarena, lundi 10 février 2025 à 16h00, sur invitation, en date du 4 février 2025, adressée par Madame Maider AROSTEGUY, Présidente.

Présents : Mme Maider AROSTEGUY – M. Emmanuel ALZURI - M. Edouard CHAZOUILERES - M. Marc BERARD - M. Marc CAMPANDEGUI - Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS - M. Michel LABORDE

Secrétaire de séance : Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS

Excusés : Mme Valérie SUDAROVICH (procuration à Monsieur Michel LABORDE), M. Brice MORIN

Délégations d'attributions à la Présidente du Conseil d'Administration du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Zone Ilbarritz Mouriscot (SIAZIM)

Madame AROSTEGUY présente le rapport suivant.

Mes Chers Collègues,

Par délibération en date du 23 juillet 2020, le Conseil d'Administration du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Zone Ilbarritz Mouriscot (SIAZIM) a approuvé les délégations d'attribution du Conseil d'administration à Madame la Présidente.

Toutefois, un certain nombre de délégations de cette délibération faisaient référence à la notion de Commune au lieu de Syndicat et faisaient également référence à un Conseil municipal au lieu d'un Conseil d'administration.

Ces mentions, même marginales, pouvant être génératrices de risques juridiques en particulier en cas de recours, il est proposé au Conseil d'administration de substituer à la délibération du 23 juillet 2020 la présente délibération.

L'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales dispose que le Président, le vice-président ayant reçu délégation ou le Conseil d'administration du SIAZIM dans son ensemble peuvent recevoir une partie des attributions de l'organe délibérant, à l'exception :

- Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- De l'approbation du compte administratif ;
- Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- De la délégation de la gestion d'un service public ;
- Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Les délégations relatives à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement général des conseils municipaux des communes membres du Syndicat.

En conséquence, vu la délibération du Conseil d'administration en date du 23 juillet 2020 portant élection de la Présidente et du Vice-président, et considérant qu'il est dans l'intérêt de la bonne marche de l'administration de permettre à la Présidente, et si cette dernière le souhaite, au Vice-président, d'intervenir sur délégations du Conseil dans les domaines suivants :

01	Arrêter et modifier l'affectation des propriétés du syndicat utilisés par les services du syndicat et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés du Syndicat
02	Fixer, dans les limites déterminées par le Conseil syndical, les droits prévus au profit du Syndicat qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées
03	<p>Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires.</p> <p><u>Les emprunts souscrits pourront :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Être à court, moyen ou long terme, - Être libellés en euros ou en devises, - Offrir la possibilité d'un différé total ou partiel d'amortissement et/ou d'intérêt, - Être à taux d'intérêts fixes et/ou indexé (révisable ou variable, le cas échéant plafonné) à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions réglementaires applicables en cette matière. <p>En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après définies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des droits de tirage échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissements, - La faculté de modifier la périodicité et le profil des remboursements. <p>Par ailleurs, la Présidente pourra exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial, une ou plusieurs caractéristiques ci-dessus</p>

17	Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1 M€
18	D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom du Syndicat et dans les conditions fixées par le Conseil d'administration, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code
19	D'exercer au nom du Syndicat le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le Conseil d'administration
20	De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire du Syndicat
21	De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le Conseil d'administration, l'attribution de subventions
22	D'autoriser, au nom du Syndicat, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre
23	Procéder au dépôt de toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens du Syndicat
24	D'exercer, au nom du Syndicat, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation
25	D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement

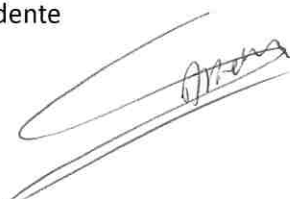
La Présidente doit rendre compte des décisions ainsi prises à chacune des réunions du Conseil du Syndicat.

D'autre part, Il est demandé au Conseil d'administration, d'autoriser la Présidente, en application de l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, à déléguer au vice-président, toute ou partie, des compétences déléguées ci-dessus, en cas d'empêchement de la Présidente.

ADOpte A L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré les mêmes, jour, mois et an que dessus et le présent extrait certifié conforme au registre Biarritz, le 10 février 2025

La Présidente



04	Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget
05	Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans
06	Passer les contrats d'assurance, ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférents
07	Créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement du Syndicat
08	Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges
09	Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €uros
10	Fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts
11	Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Zone d'Ilbarritz Mouriscot (SIAZIM) à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes
12	Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme
13	Exercer au nom du Syndicat, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que le Syndicat en soit titulaire directement ou par substitution, ou délégataire, dans les cas où le Syndicat est compétent
14	<p>Intenter au nom du Syndicat les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre elle, dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En première instance, - A hauteur d'appel et au besoin en cassation, - En demande ou en défense, - Par voie d'action ou par voie d'exception, - En procédure d'urgence, - En procédure au fond, - En procédure de constitution civile devant les juridictions pénales - Dans les instances précontentieuses - Devant les juridictions administratives ou judiciaires, répressives et non répressives, de conciliation, devant le tribunal des conflits et autres juridictions <p>De transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € à l'occasion d'une action intentée par le Syndicat ou dirigée contre elle</p>
15	Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules du Syndicat dans la limite de 7 500€ par accident
16	De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article <u>L. 311-4</u> du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article <u>L. 332-11-2</u> du même code, dans sa rédaction antérieure à la <u>loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014</u> de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux